



**DOCUMENT DE TRAVAIL**

**DÉVELOPPEMENT D'UNE NATION EN AFRIQUE : EXPERIENCES POT-  
COLONIALES ET LECONS TIREES DE LA TANZANIE, LE KENYA,  
L'AFRIQUE DU SUD ET LA NAMIBIE.**

Dialogue des Jeunes au "Mandela Institute for Development Studies"

3-4 Août 2016

Dar es Salaam, Tanzanie

Créé et présenté par Tatenda, G Mukwedeya  
PhD Candidate, University of the Witwatersrand

## RESUME

Le processus de former une identité nationale collective au sein d'un territoire donné auquel on fait généralement référence comme développement d'une nation est devenu un impératif pour plusieurs gouvernements Africains après leur accession à l'indépendance. Ceci était nécessaire pour unifier les sociétés post-coloniales qui avaient été fracturées par des années de colonialisme. L'explosion récurrente des conflits violents entretenus par différents groupes ethniques et religieux durant la période post-coloniale démontre que le développement d'une nation n'a pas été complètement accomplie dans certains pays et cela reste toujours une initiative qui vaut la peine. Cette étude analyse les expériences de développement d'une nation en Afrique avec un accent particulièrement mis sur la Tanzanie, le Kenya, l'Afrique du Sud et la Namibie comme point de référence pour évaluer les défis et succès du développement d'une nation et, en même temps, voir si celui-ci reste toujours un projet valable pour le continent. Sur base d'un éventail d'informations disponibles dans la littérature, cette étude indique que le développement d'une nation a plus réussi en Tanzanie qu'au Kenya. Elle montre aussi comment en Afrique du Sud et en Namibie, le développement d'une nation est de plus en plus menacé par une inégalité économique. Cette étude touche aussi sur les failles potentielles du développement d'une nation. Ainsi, elle conclut en arguant que pour que le développement d'une nation reste toujours pertinente, un sens d'unité et de solidarité doit être développé sur base des expériences partagées d'exclusion et de marginalisation basées sur les différences ethniques et religieuses. Alors que les politiques de développement d'une nation qui tentent d'homogénéiser les populations telles que la priorisation du Swahili en Tanzanie peuvent être utiles, pour que le développement d'une nation reste aujourd'hui pertinente, il doit réserver un chapitre sur la diversité et baser l'unité sur les mêmes défis économiques, politiques et écologiques auxquels les Africains et les autres parties du monde en développement sont confrontés.

## **ABBREVIATIONS**

ANC	African National Congress
KADU	Kenya African Democratic Union
KANU	Kenya African National Union
LAPSSET	Lamu Port, South Sudan-Ethiopia Transport Corridor
PAC	Pan Africanist Congress
SACP	South African Communist Party
SWAPO	South West Africa People's Organization
TANU	Tanganyika African National Union
ZANU PF	Zimbabwe African National Union (Patriotic Front)

## TABLE DES MATIERES

RESUME .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
ABREVIATIONS .....	3
CHAPITRE UN .....	5
<b>1.1.2 Développement d'une Nation: Un Cadre Conceptuel</b> .....	5
<i>Tendances générales</i> .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
<b>2.1. Aperçu du Développement d'une Nation en Afrique</b> .....	9
<b>2.1.1 Développement d'une Nation en Tanzanie</b> .....	9
<i>La politique de la langue nationale</i> .....	10
<i>Le système éducatif</i> .....	11
<i>Censuses non-ethniques</i> .....	11
<i>Leadership et idéologie politiques</i> .....	12
<b>2.1.2. Développement d'une Nation au Kenya</b> .....	13
<i>Leadership et idéologie politiques</i> .....	14
<i>Le système éducatif Kényan</i> .....	14
<i>La politique de la langue nationale</i> .....	15
<i>Inclusion économique</i> .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
<b>2.1.3. Développement d'une Nation en Afrique du Sud</b> .....	16
<i>La Nation arc-en-ciel</i> .....	17
<i>Politique Educative</i> .....	18
<i>Le rôle des sports</i> .....	18
<b>2.1.4. Développement d'une Nation en Namibie</b> .....	19
<i>Le Développement symbolique d'une identité nationale</i> .....	20
CHAPITRE TROIS .....	22
<b>3.1. Mises en garde sur le développement d'une nation : ses défis</b> .....	22
<b>CONCLUSION: VERS UN PROJET DE DEVELOPPEMENT D'UNE NATION AUQUEL ON DEVRAIT ASPIRER</b> .....	25
REFERENCES .....	26

## CHAPITRE UN

### 1.1. Introduction

L'Afrique est l'un des différents continents du monde composé des milliers de groupes ethniques, chacun possédant des langues, dialectes et cultures distinctes. La diversité religieuse en Afrique est prouvée par l'expansion du Christianisme, l'Islam et les Religions Africaines traditionnelles sur tout le continent. Le colonialisme a, encore plus, augmenté la diversité en créant des frontières artificielles, en encourageant le développement séparé/accidenté et en créant des hiérarchies entre différents groupes ethniques pour semer la division et bien caler le pouvoir colonial. L'ethnocentrisme accentué par le colonialisme s'est, dans plusieurs cas, révélé en tandon d'Achilles pour plusieurs pays Africains victimes du conflit, l'instabilité et la guerre civile post-indépendance comme le Sudan, la Somalie, le Mozambique, l'Ethiopie, le Mali et la République démocratique du Congo. Pour redresser l'instabilité dans l'immédiat et réduire l'incidence du conflit, plusieurs pays Africains nouvellement indépendants ont embarqué sur des programmes de développement d'une nation ici définis comme un processus de formation d'une identité nationale collective au sein d'un territoire donné (Von Bogdandy, Häußler, Hanschmann, et Utz 2005, Bandyopadhyay et Green 2013).

Sur base d'un grand éventail d'informations disponibles dans la littérature, cette étude est basée sur une revue de littérature qui évalue les expériences du développement d'une nation en Afrique en vue de générer un débat sur les prospectifs actuels et futurs du développement d'une nation. En particulier, l'étude analyse quatre pays Africains : la Tanzanie, le Kenya, l'Afrique du Sud et la Namibie. Chacun de ces pays est passé par des processus socio-économiques et politiques complexes et l'étude a l'intension d'identifier certaines politiques et moments clés des pays pour permettre un débat productif sur le développement d'une nation. L'étude est structurée en trois parties. Elle commence par l'établissement d'une certaine clarté conceptuelle sur la notion de développement d'une nation. Le deuxième paragraphe commence avec un aperçu sur comment le développement d'une nation a été compris en Afrique avant de décrire ses expériences dans les quatre études de cas. La troisième partie offre une évaluation des mises en garde sur le développement d'une nation en soulignant certaines de ses faiblesses avant certaines remarques conclusives sur un projet de développement d'une nation auquel l'Afrique aspire.

#### 1.1.2 Développement d'une Nation: Un Cadre Conceptuel

Un développement d'une nation est un concept normatif qui peut avoir des sens divergents dans différents contextes. Le développement d'une nation est principalement compris comme un processus de création d'une identité collective ou une communauté nationale par une intégration politique des membres au sein d'un territoire donné (Von Bogdandy et al 2013). 'Il s'agit d'un

processus indigène qui souvent se base sur des traditions, institutions et coutumes existants, les redéfinissant comme des caractéristiques nationales en vue de soutenir la réclamation de la nation à la souveraineté et intégrité' (Von Bogdandy et al 2005: 586). En principe, les stratégies de développement d'une nation tentent de créer une identité supra-nationale importante qui devrait remplacer et/ou subsumer des identités et cultures sous-nationales (Bauman 1998).

Le développement d'une Nation/ développement d'un Etat ont certaines fois été utilisés indistinctement. Néanmoins, le développement d'un Etat se réfère généralement au développement des institutions étatiques pour un Etat opérationnel, alors que le développement d'une nation se réfère au développement d'une identité nationale qui est aussi pivot pour un Etat opérationnel (Alesina et Reich 2013). Pour une compréhension plus claire du développement d'une nation, il importe de découvrir ce qu'est une 'nation' et aussi différencier le développement d'une nation avec le concept de 'Nation-Etat' auquel il est souvent assimilé. Les premières conceptions d'une 'nation' l'ont définie comme un groupe ou race de gens qui partagent une histoire, une tradition, et une culture, certaines fois une religion et souvent une langue. Ainsi, les pays souvent se trouvent comprendre plusieurs nations comme le Royaume Uni qui comprend quatre nations dont l'Angleterre, l'Irlande du Nord, l'Ecosse et les Wales (Stephenson 2005). Dans ces conditions, plusieurs pays Africains comprennent de multiples nations. Néanmoins, certains chercheurs distinguent une nation ethnique, basée sur un développement social de race ou ethnie, d'une nation civique/démocratique basée sur une identité et fidélité commune à une série d'idées et institutions politiques. (Stephenson 2005). Schnapper (1997) note qu'une nation civique/démocratique intègre les peuples dans une communauté des citoyens sans tenir compte de leur identité ethnique. Schnapper (1997: 229) ajoute que, "à travers la notion de citoyenneté, une nation démocratique transcende toutes les particularités telles que les différences biologiques, historiques, économiques, sociales, religieuses, ou culturelles. Tout citoyen jouit des mêmes droits et obligations, et il est assujéti aux mêmes lois sans considération de race, sexe, religion, statut socio-économique ou identité ethnique". Certains pays suppriment l'aspect ethnique et remonte la notion d'une nation civique, ainsi, une partie du développement de la nation est le développement de cette identité commune centrée sur certaines caractéristiques politiques.

Lorsqu'une nation devient une identité politique définie, elle peut être regardée comme une Nation-Etat. Une Nation-Etat peut exister après une compréhension claire de la nation ou même dans les cas où il n'y a pas de conception d'une nation. Rejai et Enloe (1969: 140), par exemple, observent que "dans plusieurs pays occidentaux, le sens d'identité nationale a évolué avant la cristallisation des structures d'autorité politique alors que dans les pays nouvellement indépendants l'autorité et la souveraineté viennent avant une auto-reconnaissance identitaire nationale et intégration culturelle". Ainsi, en Afrique et dans d'autres parties du monde, les Etats étaient créés par la colonisation sans considérer les diverses identités et le besoin d'intégration culturelle de manière qu'on pouvait souvent avoir des frontières séparant un groupe cohérent des gens. Un processus plus proactif de création d'une identité nationale à travers le développement

d'une nation au sein des frontières d'une entité politique créée par la colonisation était ainsi nécessaire dans ces pays pour créer et consolider la Nation-Etat nouvellement indépendante.

### *Tendances générales*

Le développement d'une nation n'est pas unique pour l'Afrique puisqu'il a été un projet prééminent dans plusieurs pays du monde à diverses périodes de l'histoire. Les nations Européennes, à un certain moment, devaient évoluer des cités-état disparates en des pays composés par de multiples nations. Par exemple, les cités-Etats Italiens de Florence, Vénice, Milan et Genoa, notamment, ont évolué en une seule nation. Alesina et Reich (2013) observent qu'en 1860, le Français restait toujours une langue étrangère pour plus de la moitié des enfants français. Ils ajoutent que, “en dehors des principales cités, la France était un pays à diverses langues, dialectes et monnaies. Voyager loin en dehors de son village était rare, et l'indifférence ou hostilité face à l'Etat Français étaient courantes. C'est après la révolution Française au 19<sup>e</sup> siècle que les dirigeants de la France ont cherché à former une identité des citoyens Français” (Alesina et Reich 2013: 2). En Italie, en France et dans beaucoup d'autres pays européens, le développement d'une nation a pris un long temps, et ceci était le résultat non seulement d'un leadership politique, mais aussi des changements des processus technologiques et économiques (les révolutions agricoles et industrielles), ainsi que la communication, la culture, la société civile, et plusieurs autres facteurs (Stephenson 2005). Les Etats Unis comprenaient 13 colonies avec diverses origines qui, par après, se sont mises ensemble pour former une nouvelle nation et un nouvel Etat. Néanmoins, il importe de noter que cette situation a facilité la destruction d'autres nations particulièrement les nations indiennes indigènes. Après sa formation, Stephenson (2005) ajoute que l'Etat Américain, comme beaucoup d'autres des temps contemporains, ont fait face à un prospectif de sécession et désintégration en 1865, et cela a pris d'autres 100 ans pour arriver à l'intégration complète des Blancs et des Noirs, du Nord et du Sud, l'Est et l'Ouest. (Stephenson 2005).

Alors que ces développement préliminaires illustraient les processus de développement d'une nation, “le concept de développer une nation en soi a gagné une prééminence dans les années 1960 parmi les scientifiques sociologues historiquement orientés qui ont analysé les processus de développement d'un Etat dans les Etats établis en Europe” (Kolsto 2000: 22)<sup>1</sup>. Dans le monde en voie de développement, l'étude du développement d'une nation s'est aussi intensifiée dans les années 1960 puisque ceci était une décennie de décolonisation en Afrique et Asie, ce qui a conduit à la création de plusieurs nouveaux Etats. Pour traiter des divisions coloniales et développer de nouveaux Etats effectifs, plusieurs pays indépendants ont consciemment embarqué sur des programmes de développement d'une nation. Deux décennies plus tard, avec la

---

<sup>1</sup>Dans les plus anciennes nations-Etat de l'Europe, le long de la Côte Atlantique, la phase initiale des processus de développement d'une nation a commencé au Moyen Age et a duré jusqu'à la Révolution Française. Malgré qu'il soit impossible de dire exactement quand le processus de développement d'une nation s'est effectivement terminé, il a certainement pris plusieurs siècles. Certains des chercheurs qui se sont focalisés sur le développement d'une nation à ce moment sont notamment, Karl Deutsch, Charles Tilly, et Reinhard Bendix. Kolsto(2000: 24) available at- <http://folk.uio.no/palk/ch02.htm>. Accessed 17 June 2016.

chute de l'Union Soviétique et la Yougoslavie à la fin des années 1980 et début les années 1990, une vague de création des Etats a suivi relevant ainsi le niveau du besoin de développement d'une nation.<sup>2</sup> Suite à la diversité du continent Africain et la persistante explosion des conflits ethniques, religieux, et sous d'autres formes, le développement d'une nation reste toujours un chantier important pour les Africains. Le paragraphe qui suit donne un aperçu du développement d'une nation en Afrique et des études de cas détaillées vont suivre .

---

<sup>2</sup> Des restes de l'ancienne Yougoslavie, pas moins de sept Etats ont émergé. Tous avaient une ancienne existence comme des entités sous-Etatiques, une république ou province dans un Etat désagrégé. Dans les confins du système politique communiste, ils avaient connu un tel processus de développement d'une nation (Bunce 1999; Roeder 2007). <http://www.hf.uio.no/ilos/forskning/prosjekter/nation-w-balkan/dokumenter/symbolic-nation-building-in-w-balkan-states.pdf>. Accessed 7 June 2016.

## **CHAPITRE DEUX**

### **2.1. Aperçu du développement d'une nation en Afrique**

Bandyopadhyay et Green (2013: 109) observent que “le développement d'une nation en Afrique ou ‘intégration nationale’, comme on l'appelait dans les années 1960 et début 1970, était l'un des sujets les plus dominants entre les chercheurs et les décideurs politiques”. Ceci a été motivé par le désir d'unifier les Etats nouvellement indépendants et ainsi engendrer le développement pour relever la population Africaine noire qui avait été opprimée par le colonialisme. Néanmoins, l'attention au développement d'une nation en Afrique a commencé à s'affaiblir avec le début des crises économiques et la dévolution de la théorie de modernisation des années 1970, “comme les chercheurs ont détourné leur attention des développements de la politique intérieure vers l'économie politique internationale inspirée par la théorie de dépendance ” (Bandyopadhyay et Green 2013: 109).

Diverses politiques de développement ont été adoptées par les pays Africains et certains ont semblé banals dans leurs effets sur l'intégration nationale. Les pays ont adopté des stratégies telles que le changement de la dénomination de l'Etat, de la Capitale, ou de la monnaie comme cela a été noté par Bandyopadhyay et Green (2013:109). Young (2004: 12) a aussi noté que “nombreux rituels comme les fêtes nationales, les hymnes nationaux et les cérémonies quotidiennes d'hissement des couleurs nationales à tous les chefs-lieux administratifs ont provoqué le retentissement de l'idée nationale dans la conscience du public”. En plus, ces politiques ordinaires de développement d'une nation comme changement du programme d'enseignement, la création des Etats à parti unique, l'homogénéisation religieuse et linguistique et des censuses non ethniques sur lesquelles cette étude va se focaliser dans l'analyse des processus de développement d'une nation en Tanzanie, au Kenya, en Afrique du Sud et en Namibie.

#### **2.1.1 Développement d'une Nation en Tanzanie**

La Tanzanie est l'un des divers pays du continent Africain ayant plus de 120 groupes ethniques et un équilibre presque égal aux Musulmans et Chrétiens (Kessler 2006). Depuis son indépendance en 1961, à part le fait d'être impliqué dans une guerre extérieure et l'invasion en 1978 de l'Ouganda pour renverser le régime tyrannique d'Idi Amini, une tentative qui était bien accueillié par les Ougandais; la Tanzanie n'a jamais connu une guerre interne (Brzoska et Pearson 1994: 209 en Kessler 2006). Toutefois, ceci ne suggère pas que le pays a toujours été immunisé des conflits. Des cas de conflit interne ont été connus surtout autour des questions des vols de bétail, une justice vigilante, des différences politiques et religieuses (Kessler 2006). Par exemple en 1993, le groupe Musulman Balukta, aujourd'hui bani, a incité à la population à l'émeute dans les contrées à prédominance musulmane de Mwembechi de Dar es Salaam contre les boucheries qui vendaient des porcs (Heilman et Kaiser 2002: 696 au Kessler 2006). Les tensions et les crises en

Zanzibar ont essentiellement été religieuses. Politiquement, il y a eu des impacts des crises occasionnelles entre les militants politiques de l'opposition et les milices étatiques suite au ré-établissement du multipartisme en 1995 (Kessler 2006). Malgré ceci, la paix qui prévaut dans le pays prouve le succès du développement d'une nation entre les Tanzaniens. De cette manière, Kessler (2006) observe que la paix a été vue comme une source première de la fierté nationale dans le pays. Il est ainsi important de se focaliser sur certaines des politiques de développement d'une nation adoptées en Tanzanie qui ont assuré une paix et une stabilité durables.

Les orientations politiques à long terme adoptées en Tanzanie étaient un résultat de la Déclaration d'Arusha de 1967 qui était la politique du parti au pouvoir sur le Socialisme et l'Autosuffisance et essentiellement la déclaration du pays du Socialisme Africain (Kessler 2006). Les politiques économiques de villagisation, collectivisation, et tentatives de prévention de l'exploitation économique ont contribué à l'unité et la non-polarisation parce qu'aucun groupe n'était favorisé et tous étaient plutôt supposés se battre pour le développement. Politiquement, toute compétition devait être intégrée dans un parti national unique qui a établi, de façon ferme, une orientation d'un sujet politique passif entre la plupart des citoyens (Kessler 2006). En principe, la Tanzanie post-coloniale a embarqué sur "la restructuration de l'identité" signifiant que, plutôt qu'adopter des idéologies en provenance du bloc Est qui semblaient concorder avec les idées perçues Africaines, le Gouvernement Tanzanien met en place son propre "laboratoire idéologique" et a produit sa propre marque de socialisme (Asante 1988: 23). Certaines des politiques qui ont cherché à développer une identité nationale sont;

### *La politique de langue nationale*

Le Swahili a été déclaré langue nationale de la Tanzanie en 1967 promouvant ainsi son utilisation dans le Gouvernement, dans les écoles et les médias (Miguel 2004). Le Conseil National Swahili a été créé pour promouvoir son utilisation dans toutes les sphères de la vie publique. Le Président Julius Nyerere a même traduit plusieurs pièces de théâtre de Shakespeare en Swahili (Bandyopadhyay et Green 2013). Le Swahili (ou Swahili en Afrique de l'Est) est une langue Africaine indigène provenant de la Côte de l'Océan Indien de l'Afrique de l'Est et est vue comme largement ethniquement neutre; ainsi, son utilisation a servi pour limiter la compétition et promouvoir l'unité (Miguel 2004, Wangwe 2005). L'adoption du Swahili comme langue nationale était unique puisqu'il y avait des efforts similaires en Ethiopie, où l'Empereur Hailie Sélassié a déclaré l'Amharic comme langue nationale en 1955, et en Somalie, où le Gouvernement Siad Barré a standardisé le Somali et en a fait l'unique langue nationale en 1972 (Green 2011). Néanmoins, une langue nationale unique n'a pas empêché une fragmentation politique et des guerres civiles en Ethiopie et en Somalie (Green 2011). Ainsi, il peut être conclu que d'autres politiques complémentaires sont requises pour développer une nation unifiée.

Les programmes d'enseignement peuvent être utilisés pour communiquer avec les citoyens d'un pays en vue de propager l'image et l'héritage de la 'nation' et inculquer un attachement à lui (Kessler 2006). Le système éducatif, par exemple, constituait un outil vital utilisé pour

promouvoir une identité linguistique et idéologique nationale cohérente en Tanzanie. La section suivante explore comment le système éducatif était utilisé en Tanzanie dans le cadre du développement d'une nation.

### *Le Système éducatif*

C'était par voie du système éducatif que le Swahili est devenu langue nationale de la Tanzanie. Le programme de l'enseignement public a été utilisé pour souligner une histoire, culture, et des valeurs Tanzaniennes et ainsi inculquer aux étudiants un grand sens d'identité nationale et panafricaine (Miguel 2004). Jusqu'à la fin des années 1960, Green (2011) note que l'éducation politique a été uncluse comme un sujet du programme standard testé dans les examens à la fois pour l'éducation primaire et secondaire. Par exemple, un examen de la 6<sup>ème</sup> année session 1973, une question typique était, "*La discipline est une condition préalable pour le développement d'une nation. Commentaire par rapport à la Tanzanie actuelle?*" (Green 2011). A la fin de l'enseignement secondaire, les graduants étaient requis pour servir deux ans dans le Service National ce qui lui-même était conçu pour promouvoir l'unité nationale et a depuis lors été redynamisé (2013) en vue d'atténuer la défaillance morale et installer un sens de patriotisme (Kessler 2006). Plusieurs autres pays Africains ont promu une conscription militaire obligatoire et/ou un service national pour l'enseignement secondaire ou des étudiants universitaires comme moyen d'intégrer leurs citoyens. En Angola, par exemple, tous les citoyens au-delà de 20 ans doivent servir 2 ans dans le militaire, ceci a été rendu statutaire en 1993. Au Nigéria, tous les étudiants universitaires ont été obligés de rejoindre les Corps de Service National des Jeunes depuis 1973. Le Corps a été conçu pour promouvoir l'unité nationale en postulant les étudiants à un état autre que leurs pays d'origine (Bandyopadhyay et Green 2013: 110).

### *Censuses non-ethniques*

L'administration Nyerere a embarqué sur un projet des données de recensement sur les catégories non ethniques et religieuses après 1967 (Tripp 1999: 43). D'autre part, l'Université de Dar es Salaam a prohibé la recherche sur l'ethnicité. En réduisant radicalement l'insistance sur les orientations du groupe (ethnique) sous-national dans la vie publique, le gouvernement n'a pas réduit le pouvoir détenu par ces groupes, mais il les a relégués avec succès à la vie privée (Kessler 2006). Selon Chazan, (1982: 464), ces motivations étaient vues "comme une étape pour éliminer les forces divisionnelles et tribales militant contre l'unité et le progrès ". Pour traiter du pluralisme religieux et en vue d'encourager la formation d'une identité nationale, le gouvernement tanzanien a historiquement cherché à atténuer l'importance de la religion dans l'identité d'une personne (Halloran 2013). Ainsi, le gouvernement Tanzanien n'a pas pris un recensement incluant la religion depuis 1967, malgré que le gouvernement déclare qu'il y a des effectifs égaux des musulmans et chrétiens en Tanzanie (Halloran 2013). Lieberman & Singh (2009) ont souligné des effets pervers de l'institutionnalisation de l'ethnicité à travers des censuses arguant que ceci crée un espace favorable à l'évolution vers l'explosion d'une violence politique.

### *Le leadership et idéologie politiques*

Toutes les politiques de développement d'une nation en Tanzanie étaient handicapées par le leadership politique fort avec une position idéologique claire. Les philosophies de Julius Nyerere inspirées par un Pan-Africaniste et une philosophie politique socialiste ont joué le rôle d'affiliation ethnique dans la vie publique et ont plutôt insisté sur une identité nationale unique Tanzanienne (Miguel 2004). Un principe fondamental du parti au pouvoir de Nyerere, le "Tanganyika African National Union" (TANU) était de '*lutter contre le tribalisme et tous les autres facteurs qui pourraient handicaper le développement de l'unité entre Africains*' (Miguel 2004, Abdulaziz 1980). L'auto-suffisance et le système socialiste d'Ujamaa était une caractéristique clé du projet de développement d'une nation. L'Ujamaa était une version de Nyerere du socialisme Africain enraciné dans des valeurs traditionnelles Africaines et avait comme base une emphase sur le milieu familial et la communauté des sociétés africaines traditionnelles alors qu'elles reposent sur des piliers de liberté, égalité et unité (Ibhawoh et Dibua 2003: 62). Il a ramené les gens ensemble dans des villages spécifiques pour assurer un approvisionnement relativement facile des services sociaux, mobilisation politique ainsi que la création des villages d'auto-suffisance. On devrait noter que cette politique, malgré l'amélioration des vies de certains des Tanzaniens, était reçue avec scepticisme par certains membres des communautés, particulièrement des fermiers et villageois privés progressifs qui devraient quitter leurs terres traditionnelles où leurs familles avaient vécu depuis des siècles (Kessler 2006).

Motivé par le besoin de reconnaître l'importance de représenter tous les groupes avec l'intention de gagner une large légitimité pour la nationalité, le gouvernement a institué des politiques qui ont incorporé divers groupes à des niveaux les plus élevés. Le "Tanzania African National Union" (TANU) a déclaré alterner ses candidats présidentiels, avec un du Zanzibar et un autre de la principale île dans chaque élection, une politique qui a aussi eu un impact d'encourager l'équilibre religieux (Kessler 2006). En plus, les fonctionnaires étaient placés en dehors de leurs régions natales et se sont mutés de façon fréquente pour éviter l'impression du patronage (Tripp 1999: 44). Suite à ces lois et politiques, il a été difficile de percevoir le gouvernement comme quelque chose d'autre que la chose nationale, malgré qu'une prépondérance des chrétiens dans le rôle de leadership constituait un problème persistant (Kessler 2006).

Une autre composante importante du paquet de la réforme politique entreprise en Tanzanie était une révision complète des institutions gouvernementales, avec l'objectif de renforcer les conseils des villages et des conseils des districts. Les autorités rurales traditionnelles et la loi tribale coutumière héritée de la période coloniale ont été complètement démantelées en Tanzanie avec l'indépendance et ceci peut avoir joué un rôle en diminuant d'avantage la place de l'ethnicité en Tanzanie (Miguel 2004). En 1963, l'Ordonnance des Chefs Africains (Abrogation) était introduite pour abolir l'institution des chefferies (Hayward 2013). Les chefs se voyaient empêchés de jouir d'une opportunité de requête d'un remède judiciaire pour remédier à la perte du poste sous l'abolition de la bureaucratie : Loi sur les dispositions conséquentielles 1963. Pour

remplacer la structure de l'autorité tribale, l'administration Nyerere a institué un système élaboré chevauchant avec les comités locaux, tous d'entre eux étaient connectés avec TANU comme parti au pouvoir (Hayward 2013).

Comme noté plus haut, les pratiques de développement d'une nation adoptées en Tanzanie ne sont pas uniques pour le pays. Néanmoins, ces politiques étaient moins réussies dans certains pays, elles n'ont pas empêché la fragmentation politique, des conflits et guerres civiles. Le Kenya est un des cas où le développement d'une nation n'était pas aussi effectif, malgré que le gouvernement est en train d'essayer de fomenter l'unité.

### **2.1.2. Développement d'une nation au Kenya**

Le Kenya est un cas naturel à juxtaposer avec la Tanzanie parce que comme Miguel (2004) le note, ils ont une géographie et une histoire similaires, mais ils ont suivi des politiques radicales différentes de développement d'une nation depuis l'indépendance. En plus, Barkan (1994) a noté que les deux pays ont connu le pouvoir colonial britannique et ont hérité une même série d'institutions politiques, administratives et économiques. Comme pays adjacents, ils partagent un même climat et ont des ouvertures similaires aux ressources naturelles. Néanmoins, comme Miguel (2004:331) le mentionne, "ceci n'est pas pour dire que les deux pays sont identiques mais il faut noter que plusieurs scientifiques ont pris la similarité fondamentale du Kenya et la Tanzanie comme un point analytique de départ", et cette étude suit dans cette tradition.

Le Kenya a plus de 70 groupes ethniques mais dont cinq plus larges - Kikuyu, Luo, Luhya, Kamba et Kalenjin comptent pour 70% de la population.<sup>3</sup> Forster, Hitchcock et Lyimo (2000) observent que les sous-courants ethniques ont toujours été une importante force en politique à la fois avant et après l'indépendance. Ils ajoutent que les divisions étaient telles qu'en 1960 il y avait une répartition entre le "Kenya African National Union (KANU)" et le "Kenya African Democratic Union (KADU)", qui reposaient sur des appartenances tribales (Forster, Hitchcock et Lyimo 2000). KANU était dominée par le Kikuyu et le Luo et disposaient d'un soutien plus large. KADU était soutenu par ceux qui se sentaient exclus comme les Kalenjin, Maasai, Turkana et les Samburu et ici c'est là que Daniel Arap Moi qui a succédé à Jomo Kenyatta (Sr) s'est établi. KADU s'est amalgamé avec le KANU en 1964, mais même au sein du cadre d'un Etat monopartite qui était établi, les sous-courants ethniques sont restés évidents (Forster, Hitchcock et Lyimo 2000 Foster 2000). Des demandes de reconnaissance des besoins locaux pourraient facilement dégénérer en des questions ethniques; et en particulier, "il y avait une critique de l'hésitation des Kikuyu pour permettre aux parties les moins développées du pays de récupérer" (Forster, Hitchcock and Lyimo 2000:109). Une autre question contentieuse était que la répartition de la terre pour laquelle il y avait des allégations qu'une part disproportionnée était allouée aux Kikuyu (Forster, Hitchcock et Lyimo 2000).

---

<sup>3</sup>97.58% of Kenya's citizens are affiliated with its 32 major indigenous groups of which the largest ethnic group, the Kikuyu, makes up 20%. <http://www.africa.upenn.edu/NEH/kethnic.htm>

La divergence entre le Kenya et la Tanzanie peut globalement être attribuée à la socialisation politique qui intègre que les masses médias et le système éducatif peuvent être employés par les leaders politiques pour inculquer les citoyens avec des idéaux politiques "désirables", y compris un plus fort attachement à la nation qu'aux identités ethniques et régionales (Miguel 2004: 331). Néanmoins, s'il n'y a pas de volonté politique du leadership du pays pour socialiser les citoyens en vue de supprimer les identités ethniques, alors le développement d'une nation est futile. Ceci fut probablement l'une des principales différences entre le Kenya et la Tanzanie.

### *Leadership et idéologie politiques*

Le premier président du Kenya indépendant, President Jomo Kenyatta (Sr) et son parti étaient aussi partisans du socialisme africain. Dans leur vision de socialisme, tous les citoyens étaient encouragés à contribuer au développement rapide de l'économie et de la société (Cowen et Shenton 1998). Tout membre de la société traditionnelle africaine avait le devoir de travailler pour assurer le succès de l'action du gouvernement (Government of Kenya Sessional Paper No. 10 1965:4, Cowen and Shenton 1998). Le système de financement Harambee introduit en 1965 par Jomo Kenyatta était une caractéristique clé qui a promu un sens d'unité nationale et un travail dur (Deng 2008). Harambee, pour signifier "mettons-nous ensemble," est une tradition indigène d'auto-assistance qui implique la participation collective et coopérative d'une communauté dans une tentative de satisfaire les besoins perçus à travers l'utilisation des ses propres ressources (Ngau 1987: 524). Malgré la promotion de la version Kényanne du Socialisme Africain, "les deux premiers présidents, Jomo Kenyatta et Daniel ArapMoi, étaient perçus comme des "tribalistes" et opportunistes politiques qui prospèrent en politique sur fond des divisions ethniques" (Miguel 2004:337). Durant leur règne, l'ethnicité est devenue le premier clivage de la vie politique au Kenya. Le régime de Moi en particulier était largement impliqué dans l'armement et le financement des milices violentes avant les élections nationales en 1992 et 1997 qui ont occasionné des centaines de morts (Miguel 2004). Ceci est contraire au leader Tanzanien Nyerere qui a forcément réduit l'affiliation ethnique dans la vie publique.

### *Le système éducatif kényan*

Malgré que le Ministère Kényan de l'Education aie fait plusieurs annonces sur le développement d'une nation dans les années 1960, Miguel (2004: 336) note que "celles-ci étaient des invocations simplement vagues, comme il y avait une petite preuve dans les écoles que la rhétorique était suivie par de sérieuses tentatives d'opérer des changements réels". Pour environ vingt ans après l'indépendance, le gouvernement central du Kenya n'a pas utilisé le programme éducatif en vue de promouvoir une identité linguistique et idéologique nationale. Les programmes officiels de géographie, histoire, et civisme (GHC) n'ont pas étudié le Kenya comme une nation jusqu'en 5è et ne se sont focalisés que sur la géographie et l'histoire provinciale dans les années 1-4 probablement pour exacerber les divisions régionales et ethniques, spécialement entre les Kenyans qui ont abandonné l'école primaire avant la 5è année (Miguel 2004). Nyaberi (2011) a recommandé que la politique éducative au Kenya devrait accentuer les inter-relations et la diversité d'un héritage culturel dans un contexte de mondialisation tout en formulant et mettant

en oeuvre un programme national critique et culturellement inclusif qui pourrait renforcer l'identité nationale du Kenya comme une nation multiculturelle.

Le potentiel pour l'éducation d'encourager une intégration et unité nationale au Kenya avait aussi été handicapé par les politiques linguistiques coloniales et post-indépendance. Les politiques éducatives pendant la période coloniale ont insisté sur l'utilisation des langues vernaculaires locales comme langues de formation. Ainsi, la population Kenyenne n'avait pas de langue commune pour communiquer et s'organiser nationalement (Weber 2009:17). Durant la période post-indépendante, le gouvernement kényan a mis un accent particulier sur l'utilisation des langues vernaculaires locales et l'Anglais au lieu du Swahili. Les langues vernaculaires locales étaient particulièrement utilisées pour la formation à l'enseignement primaire tandis que le Swahili et l'Anglais étaient particulièrement utilisés à l'enseignement secondaire. Malgré que le Swahili soit enseigné à l'école primaire comme discipline, il n'était pas jugé suffisamment important pour figurer dans les disciplines sujettes d'évaluation lors de l'examen de fin de l'école primaire jusqu'à la fin des années 1980 (Weber 2009: 17). Le manque d'une langue unificatrice dans le système éducatif a été accentué par une concurrence générale entre les langues vernaculaires et la langue nationale. (Weber 2009)

#### *La politique de la langue nationale*

Actuellement, les langues nationales du Kenya sont le Swahili et l'Anglais. Néanmoins, par rapport à son pays voisin la Tanzanie, le Swahili est moins utilisé. Au Kenya, le Swahili est en concurrence avec l'Anglais et une multitude de langues vernaculaires locales, dont le Kikuyu, le Kalenjin, Dholuo, et le Kikamba (Weber 2009). La prédominance des langues ethniques a été exacerbée par Kenyatta qui, certaines fois, s'adressait à la population dans sa langue maternelle- le Kikuyu- même lorsqu'il s'adressait aux gens qui n'appartenaient pas au groupe ethnique des Kikuyu (Weber 2009). En plus, la libéralisation des médias en 2002 et la multiplication des stations de radios vernaculaires, comme Inooro FM et Kameme FM (Kikuyu), et Kass FM (Kalenjin), ont intensifié l'utilisation des langues vernaculaires et ainsi la conscience et l'animosité ethnique (Wamwere 2008: 41 in Weber 2009:18). Il est rapporté que durant la période post-électorale, ces stations de radio ont servi de plateforme pour un discours heineux et ont ainsi contribué de façon cruciale à la violence ethnique connue en 2008 (Weber 2009).

#### *Inclusion économique*

Kochore (2014) le mentionne en disant que depuis les élections de 2007, et la période post-électorale tumultueuse qui s'en est suivie, le gouvernement du Kenya a embarqué sur un processus de remède et d'intégration. Pour atteindre cet objectif, une cohésion nationale et commission d'intégration a été mise sur pied pour des raisons essentielles dont la promotion de l'unité nationale et le développement de l'infrastructure économique au Kenya. Elle a aussi été mise en place pour superviser l'un des principaux projets d'intégration appelés Lamu Port, le projet Corridor de Transport Sud Soudan - Ethiopie (LAPSSET) de 2012. Ce projet s'est focalisé sur le développement d'une région jadis marginalisée du Nord du Kenya. Kochore (2014) note que la

région Nord du Kenya a historiquement été marginalisée et laissée sur la périphérie des projets Kényans de développement national. Le projet LAPSSET en cours cherche à développer une infrastructure à travers la région sous développées au Nord du Kenya incluant un oléoduc, chemin de fer, routes et un port à la ville côtière de Lamu pour créer un réseau qui connectera avec le Soudan du Sud, l'Ethiopie et le Kenya, facilitant ainsi le commerce et, le plus important, fournir à une exploitation du pétrole, et un Sud-Soudan enclavé, un Passage vers l'Océan Indien (Kochore 2014).

L'utilisation des programmes infrastructurels représente une évolution dans les programmes de développement d'une nation en intégrant et mélangeant directement les individus en provenance de différentes parties du pays par une route et des connections de chemin de fer. Alesina et Reich (2013: 7) mentionnent que la manière la plus simple de penser à l'homogénéisation c'est de construire les routes, les chemins de fer et les aéroports en vue de réduire les coûts de distance à partir de la capitale. Ceci homogénéise ou crée l'unité en réduisant l'isolation économique en facilitant l'accès aux ressources ou services du gouvernement offerts dans la capitale. Plus l'individu est éloigné du gouvernement, plus différente sera sa condition socio-économique et politique, ainsi handicapant le projet de développement d'une nation (Alesina and Reich 2013).

L'inégalité se remarque dans les résultats du développement d'une nation en Tanzanie et au Kenya. Il semble que les groupes ethniques en Tanzanie ont partagé plus ou moins une historique socio-économique et politique contrairement au Kenya où des inégalités ethniques étaient beaucoup plus prononcées. Des tentatives récentes, par le gouvernement kényan, de développer des zones précédemment sous -développées pourraient éventuellement contribuer positivement dans le développement d'une nation. La question d'inégalité handicapant les tentatives de développement d'une nation sera discutée plutard dans les études de cas de l'Afrique du Sud et la Namibie.

### **2.1.3. Développement de la Nation en Afrique du Sud**

Depuis la création de l'Etat d'Afrique du Sud en 1910, il y a eu de nombreux efforts vers le développement d'une nation des blancs seulement (Giliomee 1990). La construction d'une identité blanche Sud africaine était basée sur le contrôle de l'appareil étatique et l'accès privilégié aux ressources par la minorité blanche qui consistait en deux principaux groupes ethniques d'origine Européenne (Anglais et Afrikaner) (Steyn 1997: 9). La narration de la "blancheur" qui a informé la construction de l'identité blanche signifiait que la race est devenue une catégorie sociale prinvilégiée en Afrique du Sud. Durant la période de l'Apartheid, commençant en 1948, des gouvernements nationalistes successifs ont promu un nationalisme ethnique Afrikaner exclusif, ainsi qu'un nationalisme plus large (Baines 1998, Utrata 2003). L'idéologie du parti national a propogé une vision particulière de l'Afrique du Sud comme une société multi-raciale (KwaaPrah, 1997). Ils ont justifié des politiques séparées de développement en termes de différences raciales et ethniques. Le régime d'Apartheid a ainsi facilité et encouragé les Africains noirs à avoir, à part, ce qu'on appelle 'Bantustans ou homelands' qui étaient des Etats établis sur

base ethnique (Baines 1998, Utrata 2003). La suprématie de la race sur toute autre chose était clairement une forme définie de façon stricte de développement d'une nation puisque les Bantustans étaient établis pour le retrait permanent de la population noire de l'emprise de l'Afrique du Sud Blanche (SAHO 2011). Au total, dix territoires ont été créés en Afrique du Sud. Il s'agit du Transkei, Bophuthatswana, Ciskei, Venda, Gazankulu, KaNgwane, KwaNdebele, KwaZulu, Lebowa, et QwaQwa. Les territoires étaient conçus pour des groupes ethniques spécifiques. Par exemple, deux territoires de Ciskei et Transkei étaient créés seulement pour le peuple Xhosa, alors que le Bophuthatswana était créé seulement pour les Tswana, le KwaZulu était seulement pour les Zulu, et QwaQwa était pour les Basothos (SAHO 2011)<sup>4</sup>. Après l'implosion des mouvements de libération comme l'"African National Congress", le "Pan Africanist Congress", le "South African Communist Party" en 1990, des négociations pour une transition démocratique ont commencé. Néanmoins, cette période a connu le pire des périodes sur la violence des noirs certaines fois caractérisées par une guerre civile qui avait des connotations ethniques importantes; avec le Zulu prédominant, l'"Inkatha Freedom Party (IFP)", antagonisant l'ANC. Après la transition démocratique en 1994, l'Afrique du Sud était effectivement devenue un amalgame d'Etats séparés résultant du colonialisme et l'Apartheid. Le gouvernement ANC sous le leadership de Nelson Mandela a encouragé la réconciliation et l'unité a retenu la notion de "nation arc-en-ciel" comme décrite ci-bas.

### *La nation arc-en-ciel*

Baines (1998) observe que l'image de l'Afrique du Sud, 'nation arc-en-ciel', a gagné l'imagination du public parce qu'elle symbolisait la 'nouvelle' Afrique du Sud, la nation construite durant la période post - Apartheid. L'Archevêque Desmond Tutu qui était associé dans le processus de réconciliation et de développement d'une nation à travers ses apparitions dans une série de programmes télévisés dans lesquels il a parlé d'un 'Peuple arc-en-ciel de Dieu' a été remercié en retenant l'expression 'nation arc-en-ciel' (Baines 1998). La métaphore d'un arc-en-ciel avec ses couleurs suggère que l'Afrique du Sud est une société multicolore. Les couleurs ne sont pas littéralement prises pour représenter des groupes culturels particuliers. En effet, la rhétorique nation arc-en-ciel évite une référence directe à la couleur dans le sens de race. Par contre, les couleurs de l'arc-en-ciel sont simplement dites pour symboliser la diversité des groupes culturels/ethniques/raciaux de l'Afrique du Sud. Dans tous les cas, pour Baines (1998) la métaphore 'nation arc-en-ciel' à la fois informe et renforce la vision de développement d'une nation.

Le Gouvernement de l'"African National Congress (ANC)" et ancien Président Nelson Mandela ont encouragé la célébration rituelle de la 'nation arc-en-ciel' lors des événements sportifs internationaux notamment la Coupe du Monde de Rugby 1995 (Steenveld et Strelitz 1998: 610 dans Baines 1998). Les arts et événements culturels comme les Prix "1997 South African Music Awards" constituaient des occasions pour la célébration de l'émergence de la 'nation arc-en-ciel'

---

<sup>4</sup>Lebowa for the Pedi and Northern Ndebele, Venda only for Vendas, Gazankulu was for Shangaan and Tsonga people: <http://www.sahistory.org.za/article/homelands#sthash.6CryN5wN.dpuf>

(Baines 1998: 2). L'Afrique du Sud est une société complexe, divisée et hétérogène caractérisée par des différences profondes raciales, ethniques, culturelles, linguistiques, et religieuses chevauchant avec les disparités socio-économiques à grande échelle. Le avait ainsi dû compter sur le développement des projets pour parfaire l'idée de nation arc-en-ciel (Bornman 2005: 5).

### *La politique éducative*

Une inégalité raciale constituait une valeur installée par l'éducation Apartheid. Les "Black Africans" ainsi recevaient une éducation de bas niveau selon leur statut de "citoyens de seconde classe" (Msila 2007: 151). Sur base de la Constitution de 1996, le nouveau système d'éducation a cherché à introduire la pédagogie égalitaire dans les écoles Sud-Africaines avec l'objectif de créer une nouvelle identité Sud Africaine qui englobait la conscience critique, pour transformer la société Sud Africaine, promouvoir la démocratie et accroître l'implication de l'apprenant dans l'éducation. Ceci impliquait que le programme de formation devait changer (Msila 2007). Le "Revised National Curriculum Statement (RNCS)" a introduit huit domaines de formation dont l'objectif était de forger la nouvelle identité et affirmer une nouvelle citoyenneté (Msila 2007).<sup>5</sup> Les sciences sociales comme l'un des domaines de formation avait l'objectif de développer une conscience de la manière dont on peut influencer l'avenir en confrontant et en défiant l'inégalité économique et sociale (y compris le racisme et le sexisme) pour développer un présent et futur démocratique et non racial (Department of Education 2002: 4 in Msila 2007). Pour démocratiser l'éducation d'avantage, la loi régissant l'éducation en Afrique du Sud (SASA) de 1996 encourage les idéaux du RNCS en soulignant l'importance de la gouvernance scolaire. L'un des objectifs de base du SASA est inverser les restes de la discrimination injuste ainsi que redresser des déséquilibres du passé sur base de l'ethnicité et la race. La loi donne le pouvoir aux organes dirigeant le secteur de l'éducation (SGBs) pour déterminer les politiques scolaires dans le cadre du Ministère de l'Education (Msila 2007). Leurs pouvoirs veillent à ce qu'il y ait une coopération entre diverses parties prenantes en particulier les parents, les apprenants et les enseignants et veiller à ce qu'il n'y ait pas de place pour le racisme, le sexisme ou l'intolérance. Le statut relevé des SGB assure la contribution des communautés dans la formation des apprenants (Msila 2007). La discipline des écoles, la politique linguistique et la politique religieuse sont certaines des politiques par lesquelles les voix des SGB sont cruciales (Msila 2007: 151). L'Afrique du Sud illustre aussi l'unique potentiel pour les sports dans le développement d'une nation.

### *Le rôle des sports*

La Coupe du Monde de Rugby 1995 a été organisée en Afrique du Sud juste une année après les premières élections démocratiques dans le pays. Jouant sous la bannière d' "Une Equipe, Une nation" et endossé par Président Mandela le sport devenu central au projet de développement d'une nation (Steenveld et Strelitz 1998); considérant son rôle crucial dans la culture populaire Afrikaner, pour réarticuler le sens de la 'Rugby Sud Africaine' au-delà des intérêts restreints,

---

<sup>5</sup> Les huit domaines de formation sont; Langues, Mathématiques, Sciences Naturelles, Sciences Sociales, Arts et Culture, Orientation de la Vie, Sciences Economiques et de Gestion, Technologie (Département d'Education 2002: 4 in Msila 2007)

spécifiques aux races vers ceux du projet du gouvernement dirigé par l'ANC, nouvellement élu, visant le développement d'une nation non raciale (Steenveld and Strelitz 1998). Selon Petersen, Cramon et Dahlgard (2013: 25) Nelson Mandela a vu le sport comme quelque chose qui pourrait évoquer un sentiment d'appartenir et de créer une cohésion sociale autour de l'acte de jouer un jeu. Ils arguent qu'il crée un rebondissement émotionnel profond et c'est cette fraternité elle-même qui fait que les Sud Africains aient une camaraderie l'un pour l'autre même sans se voir physiquement. Le Rugby était perçu comme un jeu masculin riche, réservé aux Blancs, et Mandela a encouragé tout appui à l'équipe qui reflète l'avenir de l'Afrique du Sud. De façon spécifique, il voyait “devant lui le jour où nos équipes seront vraiment représentatives de tous” (Petersen et al 2013). Mandela essayait de créer une nouvelle nation en mélangeant les anciennes traditions avec les nouvelles politiques de représentation (Petersen et al 2013).

Malgré tous les efforts vers le développement d'une nation, l'Afrique du Sud contemporaine reste toujours divisée économiquement et socialement. Malgré le manque de données fiables, tout le monde convient que l'économie de l'Afrique du Sud reste dominée par le Blanc. Par exemple, 70% des directeurs généraux du secteur privé sont blancs (BusinessTech 2016). D'autre part, les récents troubles raciaux notamment celui de Penny Sparrow qui référaient les noirs aux ‘singes’ et commentaires par le juge de la Haute Cour Mabel Jansen, qui a suggéré que le viol fait partie de la culture noire, illustrent la prédominance des identités raciales. A la fois la manifestation des différences raciales et la réalité de l'inégalité économique racialement louchée va probablement handicaper le développement d'une nation. Ainsi les notions de développement d'une nation qui se focalisent sur les questions existentielles comme la culture deviennent limitées s'il n'y a pas de programme correspondant qui redresse les inégalités socio-économiques. Le cas de la Namibie discuté ci-bas illustre cette énigme.

#### **2.1.4. Développement d'une Nation en Namibie**

A partir de 1884, la Namibie était une colonie Allemande jusqu'à son invasion par le régime Sud Africain en 1915. Lorsque l'Apartheid a été introduit en Afrique du Sud en 1948, il était automatiquement appliqué en Namibie et ainsi les deux pays partagent un passé similaire (The Catholic Institute for International Relations, 1983). Le pays était divisé en dix "Bantustans" et chaque groupe ethnique était réparti en ceux-ci. Les Africains de couleurs étaient forcés à se délocaliser dans les Bantustans pour les mêmes raisons comme en Afrique du Sud, c'est-à-dire, pour séparer les gens en vue de les éviter de se retrouver ensemble et éventuellement s'organiser contre le régime. Ceci était aussi pour créer une réserve d'une main d'oeuvre bon marché, movable et sans pouvoir parmi les Bantustans (Berg 2004). Pendant l'Apartheid, les catégories ethniques étaient politiquement manipulées et la discrimination raciale a constitué la base des politiques gouvernementales. Chaque “catégorie raciale” se voyait collée des stéréotypes en vue de créer et maintenir des limites entre les groupes ethniques (Schwerdt 2009, Berg 2004). L'héritage de la Stratégies Sud Africaine de “diviser et régner” était très considérablement perpétuée en Namibie. Comme il a été observé par Berg (2004), toutes les tribus parlaient

négativement d'autres tribus et supposaient que la leur était supérieure aux autres. Par exemple, les San étaient vus par les colonialistes comme des nommades qui ne pourraient pas prétendre posséder une terre. Les travailleurs San se voyaient payés de maigres salaires et un logement de fortune puisqu'on arguait que le San n'aurait pas compris le sens des matériels de "civilisation" comme l'argent ou le logement (Saugestad 2001). Le régime d'Apartheid a aussi utilisé la stratégie de diviser et régner dans les centres urbains, en divisant les villes en des cités désignées sur base des tribus ethniques. Cette stratégie était utilisée pour décourager la conjonction des forces entre les groupes ethniques dans le but de maintenir le pouvoir que les Sud Africains détenaient (Hamma and Sixtensson 2005). La Namibie Post-indépendante s'est battu pour transformer une société ethniquement fragmentée tout en redressant les déséquilibres économiques (Fosse 1997).

### *Le développement symbolique d'une identité nationale*

Comme dans les autres pays indépendants, Fosse (1997:432) note que l'idée était que la Namibie en tant que nation unitaire n'était pas une réalité politique à l'indépendance mais qu'elle devait être activement imaginée, négociée et pratiquée par un nombre limité des gens privilégiés et éduqués qui font usage actif des masses médias nationales et processus politiques démocratiques et ces gens font l'élite politique du pays. La pauvre majorité entraient en relation l'un avec l'autre dans les combats quotidiens pour la survie par des principes organisationnels familiaux comme les liens de parenté et d'ethnicité (Fosse 1997:432). Ainsi, plusieurs agendas officiels incluant le développement d'une nation doivent être liés aux masses par l'éducation, les médias et les symboles nationaux pour unir les peuples à un niveau supérieur au-delà des loyautés des catégories ethniques (Fosse 1997:433). Pottas (1991:10) expliquent que les symboles nationaux "fournissent une focalisation commune par plusieurs peuples différents dans un pays et aident à promouvoir l'esprit d'une identité nationale et contribuent à la réconciliation" (Pottas 1991 en Fosse 1997:434). La célébration annuelle des héros est l'un de ces symboles qui reposent sur une expérience commune des atrocités et exploitations du colonialisme ainsi que les sacrifices offerts pour les guerres de libération en vue d'avoquer un communauté des buts. D'autres symboles clés incluent le drapeau national, l'hymne national et la monnaie nationale.

Néanmoins, Fosse (1997:436) observe que "le sentiment soulevé par les symboles nationaux n'a pas jusque-là été suffisant pour détourner l'attention des gros besoins de la répartition économique et développement insitutionnel". Le Gouvernement de la 'South West Africa People's Organization (SWAPO)' s'est gardé de provoquer la minorité blanche qui est resté au contrôle de l'économie. Ceci a amené plusieurs Namibiens désillusionnés par le racisme continu du blanc et le manque de changements significatifs des conditions de vie à conclure que la politique de la réconciliation nationale est une affaire d'un seul côté. Dans le cadre de la réconciliation, tous les débats controversés qui défient radicalement le statu quo comme la redistribution obligatoire de la terre- par extension, le développement d'une nation- seront perçus comme une politique visant à maintenir le statu quo affaiblissant ainsi sa légitimité dans la population.

Les Sud africains font face aux défis similaires vingt deux ans en démocratie sans redistribution significative de la richesse, comme c'est le cas pour la Namibie. Ceci a un potentiel d'entretenir une instabilité de masse et peut menacer tous les projets de développement d'une nation. Ceci soulève une question importante pour voir si une identité nationale peut être viable sans redresser les conditions matérielles de la majorité pauvre. Pour répondre à cette question, nous avons un point de référence dans l'histoire Africaine. La récession économique connue vers la fin des années 1970 et début des années 1980 était causée par une série de facteurs dont les problèmes croissants de dépendance, fortes fluctuations des prix, le plus souvent de nature décroissante sur les matières premières et les chocs pétroliers des années 1970 ont servi de gènes de la crise financière des années 1980. Les problèmes économiques ont signifié que le contrat social post-colonial qui a créé une stabilité politique relative est de plus en plus devenue insoutenable (Olukoshi et Laakso 1996). La légitimité de l'Etat et le développement d'une nation qu'elle a poursuivie a été mise en cause puisque des groupes variés ont commencé à s'imaginer les moyens de s'adapter à la détérioration (Olukoshi and Laakso 1996: 16).

La détérioration économique était caractérisée par un déclin de l'économie formelle et la croissance de l'informel alors que divers indicateurs de développement humain comme l'enregistrement à l'école, les soins de santé et la nutrition ont diminué. Puisque la crise économique et l'ajustement structurel ont handicapé les Etats Africains pour répondre aux besoins sociaux et économiques de leurs citoyens, Olukoshi et Laakso (1996) observent que les gens devaient de plus en plus se débrouiller eux-mêmes. Certains ressuscitaient/ravivaient les associations ethniques ou religieuses réduisant ainsi la solidarité spécialement de type trans-ethnique. Le fondamentalisme et séparatisme ethnique et religieux sont apparus avec la crise économique menaçant l'unité nationale et la nation-Etat comme "la chute dramatique de la nation-Etat en Somalie et le Libéria, paralysie de l'Etat au Zaïre, Cameroun et Togo et la violence génocidaire au Rwanda et Burundi. En plus, les assassinats commis par les forces gouvernementales et les fondamentalistes musulmans en Algérie et en Egypte, la tension politique en Ethiopie et des confrontations essentiellement sur base ethnique au Ghana (Nanumbas vs. Konkombas), Zimbabwe (Shona vs. Ndebele) ont tout combiné pour créer un sens de désordre sur le continent" (Olukoshi&Laakso 1996: 8). La crise de la nation Etat en Afrique est autant une crise de politiques et institutions qu'une crise d'économie et de société elle-même (Olukoshi&Laakso 1996: 20). Des conflits violents dans plusieurs pays Africains des années 1980 ont prouvé comment la performance économique peut torpiller les chances d'unité nationale. L'échec persistant des gouvernements Sud Africains et Namibiens à redresser les inégalités économiques pourront aussi menacer leur unité nationale. Ainsi pour que le développement d'une nation reste un projet viable, il devrait aussi incorporer les politiques qui promeuvent l'inclusion économique.

## CHAPITRE TROIS

### 3.1. Mises en garde sur le développement d'une nation: ses défis

Le développement d'une nation a toujours été une idée contestée spécialement dans plusieurs pays hétérogènes où la promotion de l'unité peut être très controversée. Selon Mattes (1999 in Bornman 2005: 4), "un manque de compromis à propos de l'identité nationale peut entraîner une crise de légitimité nationale, c'est un sens parmi certaines parties de la société que la communauté nationale identifiée est inappropriée, qu'elles sont forcées à être son membre et que c'est un objet inapproprié de leurs loyauté". Plusieurs sociétés peuvent aussi contraindre un compromis populaire sur un système constitutionnel plus large et la nature des symboles nationaux suite aux expériences historiques en conflit et des systèmes de valeur (Bornman 2005). Ceux qui perçoivent que leur groupe est au pouvoir, "vont aussi s'identifier plus facilement avec le pays, l'Etat et les symboles, alors que les groupes se trouvant à la périphérie du pouvoir se sentent souvent marginalisés. Plusieurs sociétés font ainsi souvent face à des difficultés en effectuant un sens largement tenu de citoyenneté, qui est une loyauté pour l'Etat et la volonté de se conformer aux règles de la citoyenneté" (Bornman 2005: 4).

La développement d'une nation lui-même est problématique parce que le développement d'une nation par une nation peut détruire d'autres. Par exemple, dans le développement d'une nation américaine et les autres, les nations aborigènes ont été supprimées ou marginalisées, Stephenson (2005) le note. La confédération des six nations de l'Iriquois avait existé avant la nation des Etats Unis. Aujourd'hui plusieurs "Premières nations" sont dans le process du re-développement d'une nation, re-développement des fondements sociaux, culturels, économiques et politiques de ce qui reste de l'auto-gouvernance. Les premières nations cherchent à re-développer les identités culturelles comme nations en vue de leur désintégration par les autres dans la création de leurs propres Etats (Stephenson 2005).

Dans plusieurs pays Africains, les mouvements de libération ont anticipations différentes par rapport à ce à quoi un Etat post-colonial ressemblerait compte tenu des dispositions idéologiques variées. Par exemple, la guerre de libération au Zimbabwe n'était pas combattue par un seul groupe dans la poursuite d'un seul avenir. Les lunettes du nationalisme servent souvent pour concilier les différenciations significatives à propos du genre, ethnicité, âge, richesse et idéologie. Terrence Ranger (1993, 2004) a noté que 'des anticipations multiples' étaient évidentes au Zimbabwe ainsi des nationalismes au lieu d'un seul nationalisme sont intégraux à la compréhension de la politique du pays (passée et présente). Il conclut qu'étant donné les divers intérêts dans le mouvement de libération, deux options étaient ouvertes pour ses leaders suite à leur combat victorieux: "Emanciper le nationalisme pluraliste, d'une part, et le nationalisme collectif, majoritaire, d'autre part" (Ranger 2004, Groves 2008). Raftopoulous (1999) écrit qu'il y avait un nationalisme autoritaire qui a émergé; il a utilisé la violence étatique pour réprimer

l'opposition dans le même développement d'une nation. Le "Zimbabwe African National Union Patriotic Front (ZANU-PF)" s'est confondu avec l'Etat zimbabwéen et, dans ses efforts de consolider le pouvoir et développer une nation congruente, il a nié le potentiel de la diversité, en encourageant plutôt l'uniformité et l'homogénéité (Groves 2008). Peut-être le cas le plus remarquable de la dynamique était la crise en Matebeleland au milieu des années 1980, lorsque le ZANU-PF utilisait les forces de l'Etat pour tenter d'éliminer son principal rival politique ZAPU dont pour l'essentiel était dominé par le groupe ethnique Ndebele (Groves 2008).

Dans la plupart des cas, les politiques de développement d'une nation ont utilisé un stratagème d'avancer les intérêts du président et son parti. Bandyopadhyay et Green (2013:116) ont noté comment la tentative de Kwame Nkrumah d'enrôler les jeunes Ghanéens dans le "Young Pioneer Movement" qui a rapidement dégénéré en une endocrination du 'Nkrumahisme' avec des promesses ritualistes de loyauté à Nkrumah. Ils ont déclaré que, le meilleur exemple d'un développement échoué d'une nation en Afrique moderne était l'Ethiopie, où Haïlie Selassie a promu l'Amharic et le christianisme Orthodoxe d'une manière hautement réminiscente des précédentes tentatives de développement d'une nation Européenne. Juste comme les tentatives du 20<sup>e</sup> siècle de développement d'une nation en Pologne d'entre-guerre et ailleurs non seulement ont échouées à assimiler les minorités ethniques mais les a plutôt entagonisées, ainsi les politiques de Selassie de centralisation de l'homogénéisation linguistique et homogénéisation tirent aussi un grand effectif d'ire des minorités ethniques en Ethiopie, spécialement en Erithrée (Bandyopadhyay et Green 2013). Par conséquent, le "régime MelesZenawi non seulement a permis à l'Erithrée de se séparer de l'Ethiopie mais aussi a créé un système ethno-fédéral dans les années 1990 avec des dispositions pour assurer la liberté de religion et le droit de chaque Etat fédéral de déclarer sa propre langue" (Bandyopadhyay et Green 2013:116).

L'articulation et l'imposition d'une unique identité à travers des politiques publiques coordonnées peuvent avoir des implications négatives sur les communautés qui ne conviennent pas parfaitement dans une vision nationale dominante (Colley, 1992; Weber 1976). En résultante, dans certaines sociétés, il reste une peur que la construction d'une identité nationale accélérera l'érosion des cultures indigènes et peut-être guidera vers une réaction brutale par ceux qui perçoivent ces politiques comme une menace pour leur mode de vie (Miguel 2004). Les politiques de développement d'une nation pourraient aussi être utilisées par des leaders opportunistes pour réprimer les aspirations politiques légitimes des minorités sous la guise d'une réforme bénigne. Là où les divisions ethniques sont signalées, il y a beaucoup de risques que les conflits peuvent surgir (Miguel 2004). Néanmoins, le cas Tanzanien a prouvé que le développement d'une nation peut réussir dans un contexte Africain sans bloquer les cultures et langues indigènes. Par exemple, l'identité nationale Tanzanienne actuellement coexiste avec des identités ethniques plutôt que les remplacer.

Une autre préoccupation raisonnable à propos du développement d'une nation est que, malgré qu'elle mette les gens ensemble dans une société, la réduction de la susceptibilité d'une querelle

civile, elle peut provoquer des sentiments nationalistes qui mènent vers la guerre avec ses pays voisins (Miguel 2004, Bingham 2012).

## **CONCLUSION: VERS UN PROJET DE DEVELOPPEMENT D'UNE NATION A LAQUELLE L'AFRIQUE DEVRAIT ASPIRER**

Les cas discutés dans cette étude montrent une panoplie des possibilités de développement d'une nation en Afrique. En Tanzanie, la stabilité résultante sur une longue période maintenant procure des avantages pour le pays puisque le pays est devenu une destination primordiale de l'investissement direct international et est en train d'enregistrer une croissance économique positive. En Afrique du Sud et à un degré plus réduit en Namibie, la durabilité du développement d'une nation est en train d'être mise en cause par une inégalité persistante qui menace l'unité. Les deux cas montrent aussi comment le développement d'une nation peut masquer les inégalités créant une unité fragile. L'étude a aussi souligné les diverses manières dans lesquelles le développement d'une nation peut finir par torpiller la démocratie en supprimant les groupes minoritaires pouvant entraîner vers le conflit.

En considérant les succès et faiblesses du développement d'une nation discutés dans cette étude, la question qui surgit est s'il y a un compromis qui peut être trouvé pour continuer avec le projet de développement d'une nation tout en évitant certains de ses pièges potentiels? Cette étude conclut en montrant comment ceci est possible. Pour que le développement d'une nation reste pertinente, il devrait générer l'unité Africaine tout en permettant, en même temps, à ses diverses communautés de fleurir. Pour éviter les pièges du nationalisme, le développement d'une nation peut profiter de la bourse post-coloniale qui représente l'augmentation de différentes voix jadis obscurcies. Ces voix proviennent des différents groupes de gens des différents groupes raciaux, en provenance de divers pays du monde d'anciennes colonies. Les politiques sous-jacentes du développement d'une nation devrait être une plus large compréhension d'une identité Africaine unifiante. Néanmoins, Appiah (1993) met en garde, l'identité Africaine ne devrait pas se baser sur un sens faux de communalité parce que l'Afrique pré-coloniale avait un grand nombre de diversités de culture, langue et religion. Il argue aussi que les tentatives d'unifier l'Afrique aujourd'hui sur base d'une identité raciale commune sont très problématiques parce que tous les noirs ne sont pas noirs et tous les noirs ne sont pas Africains.

Comme solution, Appiah postule que toute tentative de développer un Pan-Africanisme doit être basée sur des défis communs ou les conditions actuelles. Les pays Africains partagent les mêmes défis économiques, politiques et écologiques et ceci peut servir de base de solidarité en vue de lutter contre l'exclusion et la marginalisation. Ainsi, l'identité Africaine n'est pas en rapport avec le recouvrement de l'histoire des anciennes identités qui étaient perdues, c'est plutôt une identité Africaine émergente sur base des défis politiques et sociaux partagés (1993:176). Cette approche au développement d'une nation permet à la diversité du continent de fleurir mais en même temps donner aux peuple Africains un outil pouvant être utilisé entre les Africains et largement avec d'autres populations à travers le monde partageant les mêmes expériences.

## REFERENCES

- Abdulaziz. M.H. 1980. The Ecology of Tanzanian National Language Policy. in Edgar C. Polome and C. P. Hill, eds., *Language in Tanzania*. Oxford: Oxford University Press.
- Appiah, K.A., 1993. *In my father's house: Africa in the philosophy of culture*. OUP USA.
- Alesina, A. and Reich, B., 2013. *Nation building* (No. w18839). National Bureau of Economic Research.
- Asante. M. K. 1988. *Afrocentricity*. Trenton: Africa World Press.
- Barkan, J.D. 1994. Divergence and Convergence in Kenya and Tanzania: Pressures for Reform," in Joel D. Barkan, ed., *Beyond Capitalism versus Socialism in Kenya and Tanzania*. Boulder Colo: Lynn Rienner.
- Baines, G. 1998. Popular Music and National Cultural Identity in the New South Africa. *Popular Music & Society*.
- Bandyopadhyay, S. and Green, E., 2013. Nation-building and conflict in modern Africa. *World Development*, 45, pp.108-118.
- Bauman, Z. 1998. *Globalization: The human consequences*. Polity: Cambridge.
- Berg, M. 2004. *Förlåta men inte glömma*. Falun: ScanBook AB
- Bingham, J. 2012. *How Significant is Nationalism as a Cause of War?*. <http://www.e-ir.info/2012/06/19/how-significant-is-nationalism-as-a-cause-of-war/>
- Brzoska, M. and Pearson, F. 1994. *Arms and Warfare: Escalation, De-escalation, and Negotiation*. South Carolina: University of Southern Carolina Press.
- BusinessTech. 2016. Too many white senior managers in South Africa: deputy minister. <http://businesstech.co.za/news/general/118218/too-many-white-senior-managers-in-south-africa-deputy-minister/>
- Bornman, E. 2005. *National symbols and nation-building in the post-Apartheid South Africa*. Unisa Paper.
- Catholic Institute for International Relations. 1983. Mines and Independence. A Future for Namibia; 3. Nottingham: Russel Press Ltd.
- Chazan, N., 1982. Ethnicity and politics in Ghana. *Political Science Quarterly*, 97(3), pp.461-485.
- Collier, P., 1998. *The political economy of ethnicity*. Washington, DC: World Bank.
- Colley. L. 1992. *Britons: Forging the Nation, 1707-1837*. New Haven: Yale University Press.
- Commision, N. C. (n.d.). National cohesion and integration commision. Retrieved June 12, 2016, from <http://www.cohesion.or.ke/index.php/about-us/mandate>

Cowen, M.P. and Shenton, R.W. 1998. Agrarian doctrines of development: Part II. *The Journal of Peasant Studies*, 25(3), pp.31-62.

Deng, F. 2008. *Identity, Diversity, and Constitutionalism in Africa*. Washington: United States Institute of Peace Press.

Department of Education. 2002a. Revised National Curriculum Statement Grades R-9 (Schools) Policy, Arts and Culture. Pretoria: Government Printer.

Department of Education. 2002b Revised National Curriculum Statement Grades R-9 (Schools) Policy, Social Sciences. Pretoria: Government Printer.

Dobbins, James, Seth G. Jones, Keith Crane and Beth Cole DeGrasse. 2007. *The Beginner's Guide to Nation-Building*. Santa Monica, CA: RAND Corporation.  
<http://www.rand.org/pubs/monographs/MG557.html>.

Fosse, L.J., 1997. Negotiating the Nation: Ethnicity, Nationalism and Nation-Building in Independent Namibia. *Nations and Nationalism*. 3(3), pp.427-450.

Forster, P.G., Hitchcock, M. and Lyimo, F.F., 2000. Ethnic Factors in National Integration. In *Race and Ethnicity in East Africa* (pp. 94-114). Palgrave Macmillan UK.

Giliomee, H. 1990. *Nation-Building in South Africa*. Unpublished paper.

Green, E., 2011. The political economy of nation formation in modern Tanzania: Explaining stability in the face of diversity. *Commonwealth & Comparative Politics*, 49(2), pp.223-244.

Groves, A. 2008. *Achievements and Limitations of Nation-building in Africa: The Case of Zimbabwe*. June 2008. <http://www.e-ir.info/2008/06/19/the-achievements-and-limitations-of-nation-building-in-africa-the-case-of-zimbabwe/>.

Halloran, K. 2013. *Then and Now: Engaging Religious Diversity in Tanzania*. Berkley Centre for Religion, Peace & World Affairs. Georgetown Univeristy.

Hayward, E. 2013. *Customary law and Group Rights. The Incomplete Centralization of Tanzania's Post-Colonial Judiciary*. Unpublished paper presented at the Penn DCC Workshop, University of Pennsylvania.

Hamma C and Sixtensson, J. 2005. A Study on National Identity and Nation-Building in Post-Colonial Namibia.

Heilman, B. and Kaiser, P. 2002. Religion, Identity and Politics in Tanzania. *Third World Quarterly* 3(4).

Ibhawoh, B. and Dibua, J.I., 2003. Deconstructing Ujamaa: The legacy of Julius Nyerere in the quest for social and economic development in Africa. *African Journal of Political Science*, 8(1), pp.59-83.

Kenya Government. 1965. Ominde Education Report. Nairobi, Kenya: Government Printer.

- Kessler, Ilana R. 2006. *What Went Right in Tanzania: How Nation Building and Political Culture Have Produced Forty-Four Years of Peace*. Georgetown University.  
<https://repository.library.georgetown.edu/handle/10822/551674>.
- Kochore, H. H. (2014). Kenya: (Re) Building the Nation: Development, National Cohesion and Integration Discourse in Northern Kenya. *Horn of Africa Journal*, 36-49.
- Kolstø, P., 2000. *Political construction sites: nation-building in Russia and the post-Soviet states*. Boulder, CO: Westview Press. Kwaa Prah, K. 1997. Africanism and the South African Transition. *Social Dynamics*.
- Lieberman, E. S., & Singh, P. 2009. *Measuring State Institutionalization of Ethnic Categories across Time and Space*. Newsletter of the American Political Science Association Organized Section for Qualitative and Multi-Method Research, 7(1), 29-35.
- Miguel, E. 2004. Tribe or Nation? Nation building and Public goods in Kenya versus Tanzania. *World Politics*. Vol 56(3), 327-362.
- Msila, V., 2007. From Apartheid education to the Revised National Curriculum Statement: Pedagogy for identity formation and nation building in South Africa. *Nordic Journal of African Studies*, 16(2), pp.146-160.
- Nebe, M. 2012. *Civil Conflict Management of the Post-Election violence 2007/2008 in Kenya: Lessons Learnt and the way forward*. Trier : University of Trier Publisher.
- Ngau, P.M., 1987. Tensions in empowerment: The experience of the " Harambee"(self-help) movement in Kenya. *Economic development and cultural change*, 35(3), pp.523-538.
- Nyaberi, D. O. 2011. A policy analysis of formal education in modern multi-ethnic Kenya. *International Journal of Education*, 466-479.
- Nnyago, O.K. 2009. *Challenges of Nation-Building, and Democratization in Africa*.  
<https://torit1955.wordpress.com/2009/03/24/challenges-of-nation-building-and-democratization-in-africa/>.
- Olukoshi, A. & Laakso, L. (eds.) 1996. *Challenges to the Nation State in Africa*. Uppsala: NAI.
- Petersen, S., Panfil, L., Meldgaard Cramon, C. and Dahlgaard, C.M. 2013. Nation building in South Africa. Doctoral dissertation.
- Raftopoulos, B (1999) 'Problematising Nationalism In Zimbabwe: A Historiographical Review' *Zambezia*, Vol. 26, No. 2, pp. 115-134.
- Ranger, T. 1993. 'The invention of tradition revisited: The case of colonial Africa', in T. Ranger and O. Vaughan (eds.) *Legitimacy and the State in Twentieth Century Africa*, MacMillan.
- Ranger, T. 2004. "Nationalist historiography, patriotic history and the history of the nation: the struggle over the past in Zimbabwe", *Journal of Southern African History*, Volume 30, No.2, June, pp. 215-234(20).

Sachs, A. 1991. *Public lecture 'Black is beautiful, brown is beautiful, white is beautiful: towards a rainbow culture in a united South Africa'*. D.C.S. Oosthuizen Memorial Lecture. Rhodes University.

Saugestad, S. 2001. *The inconvenient indigenous. Remote Area Development in Botswana, Donor Assistance, and the First people of the Kalahari*. Uppsala: The Nordic Africa Institute.

Steenveld, L. and Strelitz, L., 1998. The 1995 Rugby World Cup and the politics of nation-building in South Africa. *Media, Culture & Society*, 20(4), pp.609-629.

Stephenson, C. 2005. Nation Building. *Beyond Intractability*.  
<http://www.beyondintractability.org/essay/nation-building>

Steyn, M. 1997. "New shades of "Whiteness": "White" identity in the New South Africa". Paper presented to the Conference on Multicultural Citizenship in the New South Africa, Cape Town: December.

SAHO. 2011. *The Homelands*. South African History Online.  
<http://www.sahistory.org.za/article/homelands#sthash.6CryN5wN.dpuf>

Tripp, A. M. 1999. The Political Mediation of Ethnic and Religious Diversity in Tanzania. In Young, C. (Ed.), *The Accommodation of Cultural Diversity: Case Studies*. New York: St. Martin's Press.

Von Bogdandy, A., Häußler, S., Hanschmann, F. and Utz, R., 2005. *State-building, nation-building, and constitutional politics in post-conflict situations: Conceptual clarifications and an appraisal of different approaches*. Max Planck Yearbook of United Nations Law, 9(579-613).

Utrata, K. 2003. *From the divided society to the rainbow nation*. Warsaw University Conference celebrating 'The tenth anniversary of the abolition of Apartheid regime in South Africa'.  
[http://www.puls-swiata.subnet.pl/biblioteka.php?id\\_art=412&ID\\_dzial=3](http://www.puls-swiata.subnet.pl/biblioteka.php?id_art=412&ID_dzial=3)

Wamwere, K. W. 2008. *Towards Genocide in Kenya - The Curse of Negative Ethnicity*. Nairobi: MvuleAfrica Publishers.

Wangwe, S. 2005. *Culture, Identity, and Social Integration: The Tanzania Experience in Social Integration*. In World Bank conference on New Frontiers of Social Policy: Development in a Globalizing World, Arusha, Tanzania, December (pp. 12-15).

Weber, E. 1976. *Peasants into Frenchmen: The Modernization of Rural France, 1870-1914*. Stanford: Stanford University Press.

Weber, A., 2009. *The causes of politicization of ethnicity: A comparative case study of Kenya and Tanzania*. Center for Comparative and International Studies Working Paper No 47.

Young, M. C. 2004. *Revisiting nationalism and ethnicity in Africa*. Los Angeles: University of California, Los Angeles.